

La Conférence des Nations unies sur les armes légères : un échec probable
Index AI : POL 34/009/01

Depuis le début de la Conférence des Nations unies sur le commerce illicite des armes légères, le 9 juillet, le nombre de personnes à avoir été tuées par des armes légères dans le monde est estimé à 25 000. Pourtant à l'heure où les négociations touchent à leur fin, aucun accord sur des mesures concrètes pour faire cesser le massacre ne semble être envisageable.

New-York, le 20 juillet – Oxfam International et Amnesty International craignent fort que cette Conférence, première en la matière, ne se termine sur un échec. « Alors que les négociations entrent dans leur phase finale, il reste peu d'espoir de voir établir un calendrier précis pour une action concrète et non pas des vœux pieux. » ont déclaré les organisations.

« Les gouvernements du monde sont en train de laisser passer cette occasion unique de faire changer les choses, a dit Ed Cairns, représentant d'Oxfam à la Conférence, il est absolument indispensable pour ceux qui subissent directement ou indirectement les violences commises au moyen d'armes légères que ces délégués se réunissent et parviennent à un accord, mais ils

semblent sur le point d'échouer. »

« Les gouvernements s'attaquent au problème des armes légères avec une indolence scandaleuse, ils vont laisser des centaines de milliers de personnes mourir chaque année, jusqu'à ce qu'une véritable action préventive soit entreprise. Et c'est dramatique. »

Les deux organisations réclament un plan d'action qui constituerait une réelle amélioration pour ces pays déchirés par la guerre et pour ceux qui subissent une répression : un plan qui comporterait des éléments solides comme par exemple une convention internationale constituant une obligation légale de contrôler les exportations d'armes et une autre convention réglementant le monde obscur des courtiers et trafiquants en armes. Mais les délégués des Nations unies n'ont pas encore trouvé d'accord sur le moindre projet de programme d'action proposé par le président de la Conférence. Cette conférence a tourné essentiellement autour de mesures technocrates telles que le marquage et la détermination de l'origine des armes, dispositions, qui à elles seules, ne seront que de peu d'utilité.

Oxfam et Amnesty indiquent que selon les lois internationales existantes, aucun gouvernement ne peut

autoriser un transfert d'armes légères ou de petit calibre vers un État ou partie s'il existe un risque évident que ces armes peuvent être utilisées par le destinataire supposé pour commettre des violations de droits humains, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité.

« Cela ne sert à rien de déterminer l'origine des armes et de détruire les excédents une fois que la catastrophe s'est produite, a précisé Isaac Lappia, Directeur d'Amnesty International en Sierra Leone, le monde n'a pas besoin de larmes, les gens qui souffrent dans le monde entier veulent simplement que les gouvernements assument leurs responsabilités. »

Cinq cent mille personnes seraient tuées chaque année par des armes de petit calibre, sans compter les personnes blessées ou laissées dans le dénuement le plus complet. Et le nombre d'usines fabriquant ce type d'armes dans des pays où aucune surveillance réelle n'est exercée augmente.

« Nous sommes tous très contrariés par l'échec de la Conférence mais nous sommes déterminés à intensifier notre campagne pour le contrôle des armes et la fin des tueries, a déclaré Brian Wood d'Amnesty International, nous félicitons les gouvernements qui ont

essayé en vain d'obtenir des résultats de cette conférence. Ils doivent maintenant faire pression pour que des actions soient entreprises, par l'intermédiaire des Nations unies ou non. »

Lors de la Conférence, le Canada, la Norvège et les pays de l'Union européenne, ont essayé d'obtenir un accord précisant que les armes légères ne devaient pas être exportées là où il existe un danger réel qu'elles soient utilisées pour commettre des violations des droits humains, qu'elles rendent possibles les agressions contre l'étranger, ou là où les ressources sont utilisées pour des achats d'armes en quantités excessives au détriment de la lutte contre la pauvreté. Les États-Unis, la Chine, beaucoup de pays de l'ANASE (Association des Nations de l'Asie du Sud-Est), le \$Groupe Arabe\$ et l'Afrique du Sud comptaient parmi les gouvernements constituant une entrave à de tels engagements.

Amnesty International et Oxfam ont rejoint la \$coalition humanitaire contre les armes légères\$ récemment constituée pour exercer un véritable contrôle des armes légères après l'échec de la Conférence des Nations unies. Parmi les autres membres de cette coalition, figurent Human Rights Watch, le Centre pour le dialogue humanitaire et la

Fondation Arias.

Oxfam et Amnesty sont également membres du réseau d'action international sur les armes légères.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>